

Parti Socialiste Unifié
Secrétariat National Etudiant
8 Rue Henner - Paris 9è

LA POLITIQUE DU CONTRE PLAN

La Politique du néo-capitalisme

Il paraît de plus en plus généralement admis en milieu étudiant que l'aspect essentiel de la Vème République n'est pas son caractère autoritaire et que la personnalité du Général de Gaulle sert de paravent en France à la structuration du système néo-capitaliste.

L'Etat a cessé d'être « l'arbitre », le point de rencontre de pressions diverses : il est un centre réel de décisions, étroitement lié au capitalisme monopolistique d'Etat. L'exploitation ne se fait plus à petite semaine - ou au petit bonheur des entreprises - comme au bon temps du capitalisme libéral : elle est de plus en plus coordonnée et nationalisée. Le plan français est certes indicatif dans une très large mesure mais il constitue un axe à l'ombre duquel les tentatives néo-capitalistes se développent dans un nombre grandissant de secteurs (agriculture, université). En même temps, le néo-capitalisme se heurte à la résistance de structures anciennes, mais les difficultés qu'il peut rencontrer dans sa période d'installation ne doivent pas faire oublier qu'il est effectivement capable de réaliser certains objectifs, notamment en ce qui concerne le niveau de vie. Il est significatif que l'essentiel des revendications ouvrières concernent de plus en plus les conditions de travail. L'exploitation capitaliste est aujourd'hui de plus en plus ressentie au niveau de l'aliénation.

C'est là aujourd'hui le cadre nouveau dans lequel intervient la lutte des classes. Il n'est pas sérieux de mettre au premier plan des carences, dues aux contradictions internes du système, qui ne sont que des défauts d'organisation, car on néglige ainsi un plan concerté de structuration de la société, bien plus dangereux pour les classes populaires. Le problème essentiel de l'Université, par exemple, n'est pas la faiblesse de son budget mais la tentative d'en faire un « meilleur instrument » pour servir la politique des classes dirigeantes. La vérité est que la volonté de rationalisation des grands technocrates crée des contradictions où les luttes ouvrières peuvent s'insérer. Ce sont là les conditions historiques dans lesquelles nous avons à lutter : le réalisme de l'analyse est un préalable à la définition de la stratégie.

Ce qui est sensible à l'heure actuelle c'est qu'il y a une politique anti-sociale du pouvoir due à la fois aux choix prioritaires dans le cadre d'une politique de prestige, aux contradictions internes du régime, et enfin au caractère fondamentalement antidémocratique inhérent à toute structure technocratique : cette politique antisociale augmente le mécontentement populaire et n'en devient que plus urgent de ne pas laisser sans réponse les questions que formule de façon plus ou moins consciente un nombre grandissant de travailleurs, et il est clair qu'ils ne se satisferont pas d'une politique qui, comme celle de « l'horizon 80 » ne leur propose que des aménagements du système.

L'Alternative socialiste

A la question : « renverser le régime gaulliste » oui, mais pour le remplacer par quoi ? Le PSU a répondu clairement : le pouvoir ne se situe plus aujourd'hui au niveau du parlement, et conquérir une

majorité parlementaire ne peut suffire : tout au plus cela marquerait-il la victoire momentanée des structures anciennes sur les tentatives du néo-capitalisme. En fait, le réformisme social, sous le couvert d'une « démocratie » bourgeoise, n'est plus possible. S'il est vrai que davantage de démocratie peut faciliter la lutte pour le socialisme, il est encore plus vrai que, dans la France d'aujourd'hui, la démocratie ne se situe plus seulement au niveau des institutions proprement politiques mais aussi au niveau économique et social. Prendre le pouvoir aujourd'hui, cela veut dire le prendre à tous les niveaux, cela nécessite des bouleversements radicaux des structures économiques qui ne peuvent déboucher que sur la construction du socialisme. C'est pourquoi nous disons que la seule alternative au régime, c'est l'alternative socialiste.

Du Front Socialiste au contre-plan

Mais les travailleurs, et en particulier les militants, posent une deuxième question : « jeter bas le régime gaulliste, oui mais comment ? ». Le PSU a répondu que, s'il était nécessaire pour mobiliser les masses contre le régime d'ouvrir des perspectives et si ces perspectives ne pouvaient être que la démocratie socialiste, il en découlait logiquement que l'alliance pour une stratégie offensive contre le régime gaulliste ne pouvait se nouer qu'entre organisations ayant les mêmes objectifs, c'est-à-dire les organisations syndicales et les partis se réclamant du socialisme. C'est ainsi que nous avons mis en avant la notion de Front Socialiste.

De la même façon, parce que nous regrettions la catégorisation et la parcellisation des luttes ouvrières, parce que nous pensions qu'il était possible de dépasser les luttes purement défensives pour passer à l'offensive contre le régime, nous avons senti la nécessité d'une stratégie globale unifiant les luttes des travailleurs. Le contre-plan c'est une stratégie cohérente des luttes populaires, pour accélérer la chute du régime gaulliste et la prise du pouvoir par les forces socialistes.

Le problème était le suivant : fallait-il se contenter d'attendre la crise soudaine, voire la disparition brutale de De Gaulle, en espérant que l'insurrection généralisée, le « grand soir », permettrait alors aux forces populaires de prendre le pouvoir ? Fallait-il en attendant s'accommoder de l'immobilisme, accepter les batailles sur le terrain choisi par le régime, ne livrer que des luttes défensives ayant pour seul but de préserver l'acquit ? Le PSU a au contraire, pensé qu'il était dès maintenant possible de passer à l'offensive contre le régime à tous les niveaux où le pouvoir réel se manifeste, qu'il était possible de se saisir de ses contradictions, d'y insérer les luttes ouvrières et de mettre le pouvoir sur la défensive, qu'il était ainsi nécessaire de dépasser les revendications quantitatives et purement défensives pour aboutir à des revendications qualitatives. Isolées, les tentatives de cette sorte risquent de conduire les militants à la défaite et à l'amertume, voire à l'intégration pure et simple aux mécanismes du régime. Le contre-plan vise au contraire à réintégrer ces tentatives dans une perspective globale qui leur rendrait leur plein sens et leur efficacité.

Le Contre-plan

Le contre-plan ne peut être conçu comme un anti-cinquième plan s'opposant dans l'ensemble comme dans les détails au Cinquième Plan gaulliste. Il retomberait alors fatalement dans les erreurs du passé :

- a) ou bien il prétendrait présenter la planification telle qu'elle pourrait être réalisée dans un régime socialiste. Bâti sur des données hypothétiques, il poserait en préalable le changement de régime, sans faire pénétrer dans les masses la conscience même de la nécessité de ce changement.
- b) Ou bien il ne serait qu'un catalogue de mesures à court terme, ne nécessitant pas le bouleversement des structures du régime et la plupart du temps assimilables par celui-ci. Il s'inscrirait alors dans une perspective réformiste.

Le contre-plan doit être au contraire un choix d'objectifs correspondant aux caractéristiques suivantes :

- 1- Ces objectifs doivent ne pas pouvoir être réalisés dans le cadre du régime actuel mais leur réalisation partielle doit cependant pouvoir être imposée au pouvoir dans le cas de rapports de force conjoncturellement ou localement favorables.

Il ne s'agit pas en effet de corriger les erreurs du système, mais de montrer que les intérêts des travailleurs ne sont pas conciliables avec ceux de la classe dirigeante. Il ne s'agit pas non plus de considérer ces objectifs uniquement comme des modèles mobilisateurs, irréalisables même particulièrement avant le changement de régime. Ce sont des objectifs intermédiaires, susceptibles de réalisation partielle et dont la réalisation partielle elle-même affaiblit le pouvoir, élève le niveau de la lutte et préfigure l'alternative socialiste.

- 2 - Ces objectifs doivent pouvoir mobiliser l'ensemble des travailleurs. Ceci implique leur caractère concret. La prétendue dépolitisation, c'est-à-dire plus exactement la différence vis-à-vis de la « politique » telle qu'elle apparaît pratiquée par les classes dirigeantes, peut être ainsi efficacement combattue. Les travailleurs ne se mobiliseront pas pour des objectifs abstraits dont il ne ressentiraient pas la nécessité dans leur vie quotidienne.

- 3 - Ces objectifs doivent pouvoir se prêter à une élaboration démocratique. En effet, dans la mesure où la prise du pouvoir signifie pour nous le bouleversement des structures existantes, dans la mesure aussi où le pouvoir doit être pris à tous les niveaux où il s'exerce, rendre aux travailleurs le goût des débats démocratiques et l'habitude de gérer leurs propres intérêts est d'une importance considérable. Il importe de voir ici la différence entre les objectifs qui se prêtent à cette élaboration (réforme de l'enseignement) et les simples mots d'ordre ou revendications qui ne peuvent s'y prêter (exemple : le SMIG à 700 F ou la semaine de 40 heures).

- 4 - Ces objectifs doivent bénéficier d'une cohérence interne. Cela veut certes dire qu'ils doivent être techniquement précisé avec soin, ne serait-ce que pour éviter toute démagogie : mais le but n'est pas de tenir compte des possibilités du pouvoir dans le cadre des structures actuelles. La cohérence est ici politique, ces objectifs doivent opposer aux projets gaullistes un ensemble cohérent, une alternative globale.

Nous ne porterons les luttes ouvrières à un niveau supérieur, nous ne dépasserons le stade des revendications quantitatives pour poser le problème du pouvoir, nous n'augmenterons la combativité des travailleurs que si ces luttes ne sont pas une succession d'échecs et que si des succès partiels font prendre conscience aux travailleurs de l'efficacité de leur action. Chaque réforme obtenue doit découvrir de nouveaux objectifs et faire prendre conscience de la nécessité de

nouvelles luttes. Chaque action de masse doit aboutir à la création de contre-pouvoirs autonomes par rapport au système et qui peuvent servir de plateforme aux structures même du régime. Chaque conquête doit prendre sa signification dans une perspective d'ensemble qui implique la prise du pouvoir et le changement de régime.

Une élaboration démocratique

Il ne suffit pas d'opposer aux modèles néo-capitalistes nos contres modèles. L'élaboration démocratique de ces contres modèles est un des aspects essentiels de la politique du contre-plan.

En effet, la politique du contre-plan, si elle ne sombre pas dans le spontanéisme, si elle définit une alternative globale et cohérente, n'est pas pour autant un ensemble de propositions de sommet élaborées dans une optique manipulatrice.

L'élaboration démocratique du contre-plan, dont les modalités sont à préciser dans l'action, non seulement prépare les travailleurs à la planification socialiste mais encore est en elle-même une arme importante pour lutter contre la catégorisation des luttes et augmenter la combativité des masses.

Le contre-plan à l'Université

Les contradictions du système actuel à l'Université - contradictions dues à l'accentuation de la pression de l'économie sur l'Université, au rôle joué par le profit d'Innovations dans l'économie néo-capitaliste, à la socialisation croissante de l'investissement intellectuel - sont perçues de manière de plus en plus complète par les militants étudiants et du même coup apparaît clairement l'impossibilité de se borner à une stratégie de défense pied à pied de l'Université libérale.

A travers la critique des méthodes pédagogiques, la contestation du contenu de l'enseignement, l'expérience du travail collectif en GTU, les étudiants prendront de mieux en mieux conscience de la fonction économique de l'Université et du contenu de classe de son idéologie.

Il faut maintenant, sans précipitation ni confusion, mais sans retard, opposer aux projets des technocrates notre modèle d'Université.

En ce qui concerne l'élaboration de ce modèle :

- s'il est de fait que le syndicalisme étudiant risque de se trouver en pointe sur ce problème, il ne faut pas oublier que cette arme contre le régime ne sera pleinement efficace qu'animée par l'ensemble des organisations ouvrières et d'enseignants.
- Il est absolument nécessaire de lier indissolublement d'une part la fermeté, la cohérence, le caractère global de la perspective, de l'analyse du cadre général, donc son élaboration au niveau national, et d'autre part, le caractère démocratique et décentralisé nécessaire à l'élaboration du contenu détaillé de ce modèle.

Conclusion

Cette stratégie, nous en mesurons pleinement les risques et la difficulté, mais nous sommes persuadés qu'il n'y en a pas d'autres. Pourquoi avons-nous donné le titre de contre-plan ? Parce que nous pensons que les aspects institutionnels du gaullisme (le pouvoir personnel) sont une chose, non la plus importante. Parce que nous pensons que c'est au niveau de l'infrastructure que se situe à la fois le danger principal pour les masses populaires et les

contradictions les plus exploitables pour le régime, parce que nous pensons que toute velléitaire que soit actuellement le Plan, il constitue l'ossature d'une tentative dont l'ensemble des travailleurs n'a pas nettement réalisé la nocivité. Parce que nous pensons qu'il n'est pas suffisant de se battre, dans l'intérieur de ce cadre, pour la majoration quantitative de certains postes, pour satisfaire les revendications partielles ou pour défendre certaines conquêtes syndicales, mais qu'il faut opposer une alternative globale, que face au plan néo-capitaliste il faut dresser :

LE CONTRE PLAN DES TRAVAILLEURS